

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

Quimper, le **18 AVR. 2025**

Références : ENV-D- 25.154

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCARMOR Groupe E. LECLERC**

ZI de Bel Air  
29800 LANDERNEAU

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 de l'entrepôt SCARMOR Groupe E. LECLERC implanté ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29000). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Code AIOT dans GUN : 0005515165
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : non

La société est autorisée d'exploiter un entrepôt par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007. Elle doit respecter les dispositions de l'annexe V de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Suite des inspections des 23/08/2022 et 12/12/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant	Délai
1	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Extinction automatique à eau de type sprinkler	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 13		6 mois
3	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII		3 mois
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 1.4		sans délai

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Compartimentage stockage alcool	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 8.1.2.
5	Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 8.1.7
6	Besoin en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 7.6.3

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé plusieurs écarts non majeurs. Ils nécessitent toutefois l'engagement d'actions correctives et préventives de l'exploitant afin d'en éviter la récurrence. La plupart des écarts ont été levés rapidement par l'exploitant. Pour les écarts restants, les devis ont été signés et les actions sont en cours de traitement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. [...] <b>Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.[...]
<b>Constats :</b> Une vérification complète a été réalisée le 27/09/2022 par la société DEKRA. D'après ce rapport référencé N°D96255862201R001 : "L'installation de protection contre la foudre satisfait aux évolutions du site mais le dossier technique n'a pas été mis à jour. Faire mettre à jour les pièces du dossier identifiées dans ce rapport par un organisme compétent (Art.17 de l'arrêté du 04-10-2010 modifié)".  L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'analyse du risque foudre du 23/01/2024. Cette analyse a été réalisée le 28/11/2023. D'après</li> </ul>

<p>ce rapport, plusieurs actions sont à réaliser ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le devis du 7/01/2025 signé pour la réalisation de l'étude technique.</li> </ul> <p>Par courriel en date du 6/03/2025, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'étude technique réalisée par la société Socotec le 25/02/2025. D'après cette étude les équipements importants pour la sécurité devront être protégés par parafoudres et concernent les centrales de détection incendie, les onduleurs, les baies informatiques et le sprinklage.</li> <li>la notice de vérification et de maintenance réalisée le 25/02/2025.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure - Demande d'action corrective et de justificatif</b></p>

## N°2 : Extinction automatique à eau de type sprinkler

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique à eau de type sprinkler</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le certificat de conformité N1 validé le 13/06/1995 par le Centre national de prévention et de protection (CNPP).</p> <p>L'extinction automatique à eau de type sprinkler a été contrôlée en mars 2022 par la société AXIMA : des non conformités ont été relevées concernant la révision trentenaire. Pour conserver cette qualification, l'exploitant a déclaré qu'il devrait ajouter des tuyauteries et des têtes sprinkler supplémentaires pour un montant de 1,2 millions d'euros. L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC un courriel du 18/04/2023 indiquant la position de son assureur sur la non-réalisation des travaux nécessaires pour récupérer la qualification N1. D'après son assureur, les travaux représentent une charge trop importante étant donné que l'exploitant projette de quitter le site de Landerneau d'ici 5 à 7 ans. L'assureur a noté l'engagement de l'exploitant à remplacer les groupes motopompes diesel (GMPD) et l'intégralité des armoires électriques répondant ainsi aux nouvelles normes APSAD. L'assureur a demandé à l'exploitant des consignes complémentaires relatives à la hauteur des stockages car ceux constatés mettraient en échec la protection sprinkler. L'IIC a constaté sur un rack que l'exploitant avait mis en place un marquage pour vérifier la hauteur des palettes et donc limiter la hauteur de stockage.</p> <p>L'installation d'extinction automatique n'est plus qualifiée N1 depuis le 20/01/2025.</p> <p><u>Remplacement des GMPD</u></p> <p>D'après l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2007, le site doit disposer d'un système d'extinction automatique. Le besoin en eau a été calculé en prenant en compte ce système d'extinction automatique. Le site fonctionne avec deux sources d'eau pour le système sprinkleur (2 cuves de 475 m<sup>3</sup>). L'exploitant a choisi de n'utiliser qu'une seule source pour son système de sprinklage. Il a mis à la disposition de l'IIC, le document daté du 18/04/2024 du CNPP validant le mode de fonctionnement proposé par l'exploitant : "le système sprinkleur peut donc fonctionner avec une seule source B7". L'exploitant n'a remplacé qu'une seule pompe. Il a déclaré que ce nouveau GMPD était surdimensionné et qu'il était possible de le connecter à la deuxième cuve (à l'aide d'un système de vannes). Il a mis à la disposition de l'IIC, le procès verbal de réception de la</p>

société AXIMA du 22/05/2024 pour la mise en place du nouveau GMPD. L'exploitant a précisé que le GMPD qui n'a pas été remplacé fonctionne toujours et qu'il est testé, avec le nouveau GMPD, tous les lundis.

#### Remplacement des armoires électriques

Le tableau électrique présent dans le local sprinklage a aussi été remplacé. **L'exploitant n'a pas pu mettre à la disposition de l'IIC le procès verbal de réception du tableau répondant aux normes APSAD.** L'IIC a néanmoins constaté que le tableau électrique était neuf.

#### Zone d'expédition

L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC un courriel du 20/04/2023 de son assureur indiquant que la protection de la zone expédition était non conforme en raison d'une distance libre trop importante (le débit des sprinklers n'est pas assez important au vu de la hauteur des stockages). L'exploitant doit réaliser des travaux sur le circuit hydraulique. Par courriel en date du 17/04/2025, il a transmis à l'IIC, le devis signé le 8/02/2025. Les travaux seront réalisés par la société AXIMA. **Par téléphone en date du 17/04/2025, l'exploitant a déclaré que les travaux commenceront le 21/04/2025.**

Par courriel en date du 7 mars 2025, l'exploitant a transmis le contrat de vérification et de maintenance du système d'extinction automatique d'incendie signé le 20/09/2023 avec la société Equans. Ce contrat a une validité de trois ans.

**Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure - Demande d'actions correctives et de justificatifs**

### **N°3 : Etude des effets thermiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Extinction automatique à eau de type sprinkler

**Prescription contrôlée :** L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation [...] une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>.

**Constats :** L'exploitant n'a pas élaboré d'étude des effets thermiques. Par courriel en date du 6/03/2025, l'exploitant a transmis un devis de la société SOCOTEC, signé le 3/3/2025 pour la réalisation d'une étude thermique.

**Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure - Demande d'action corrective et de justificatif**

### **N° 4 : Compartimentage stockage alcool**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 8.1.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compartimentage

**Prescription contrôlée :** L'entrepôt principal est compartimenté en deux cellules de stockage – Réserves 1 et 2, Réserve 3 – afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent ces cellules de stockage entre elles (...) doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ; (...)

**Elements de contexte :** Le 12/12/2023, l'IIC a constaté que le mur à proximité de l'entrée dans l'entrepôt de stockage d'alcool et qui doit avoir des caractéristiques REI 120 comportait des trous en partie basse. Ces trous étaient susceptibles d'affecter le degré de résistance au feu. L'exploitant avait fourni une attestation de la société SOCOTEC datée du 9/2/2024 certifiant que les travaux de réparation permettent de reconstituer les caractéristiques initiales du mur.

**Constats :**

Le jour du contrôle, l'IIC a constaté sur place que les trous avaient été bouchés. L'IIC a néanmoins constaté un nouveau trou en partie basse du mur. L'exploitant a évoqué la mise en place de panneaux de protection contre les chocs.

Par courriel en date du 6/03/2025, l'exploitant a transmis une confirmation de commande du 26/02/2025 pour l'achat de planche de bois provenant du magasin Tanguy Matériaux.

Par courriel en date du 17/04/2025, l'exploitant a transmis 2 photos justifiant la mise en place de madriers en partie basse du mur.

**L'IIC rappelle que l'exploitant doit s'assurer que le nouveau trou constaté par l'IIC a été rebouché dans les règles de l'art.**

**Proposition de suites :** Sans suite

### N° 5 : Compartimentage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 8.1.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compartimentage

**Prescription contrôlée :** L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage. [...]

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : [...]

- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives [...] sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement [...].

- La fermeture automatique des dispositifs d'obturation [...] n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; [...]

**Constats :** L'exploitant, à la demande de l'IIC, à fermer avec succès la porte localisée entre les cellules 2 et 3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 6 : Besoin en eau d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, Art. 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Besoin en eau d'extinction

**Prescription contrôlée :** L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...)

- un ensemble de poteaux d'incendie normalisés [...] et susceptibles d'assurer un débit supérieur ou égal à 105 m<sup>3</sup>/h ; [...]

**Elements de contexte :** D'après le dossier de demande d'Autorisation de 2006, le débit simultané fourni par les poteaux n°306 et 319, localisés le long du bâtiment 4 est de 105 m<sup>3</sup>/h.

**Constats :**

Les poteaux n'ont pas été testés en simultané. Par courriel en date du 6/03/2024, l'exploitant a transmis un devis de la société publique locale Eau du Ponant, signé le 24/02/2025 pour la réalisation des tests en simultané des deux poteaux n°306 et 319.

Par courriel en date du 27/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des essais en simultané des poteaux n°306 et 319. Les tests ont été réalisés le 3/03/2025 par la société publique



locale Eau du Ponant. D'après les résultats, en simultané, le débit du poteau n 306 est de 82 m<sup>3</sup>/h à 1 bar et celui du poteau n 319 est de 88 m<sup>3</sup>/h. Le débit simultané fournit par les poteaux est supérieur à 105 m<sup>3</sup>/h.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N  7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Art. 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée** : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]

Cet  tat des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

«[...] en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]

L' tat des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre  v nement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...]

**Elements de contexte** : Lors du contrôle du 23/08/2022, l'exploitant avait déclaré que l'état des matières serait placé sur une plate-forme de partage de fichiers ("Drive") afin qu'il soit accessible à tout moment.

#### Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant a indiqué que 5 personnes ont accès à ce drive. Il n'a pas pu présenter l'état des stocks à l'aide de son téléphone portable car il venait de le changer et n'avait pas accès encore à ce drive. Néanmoins, l'exploitant a présenté l'état des stocks au bureau. **Celui-ci est présenté de manière globale et non par cellules.** La quantité de produits stockés est exprimée en palettes.

Par courriel en date du 17/04/2025, l'exploitant a transmis l'état des stocks modifié : pour chaque cellule, il est indiqué les quantités de palettes stockées au sol et en rack. La nature des produits est précisée globalement pour les 4 cellules. L' tat des stock est réalisé toutes les semaines.

Néanmoins l'entrepôt principal contient une cellule "alcools" et l'ancienne centrale contient aussi une zone contenant de l'alcools. D'après l'arrêté préfectoral du 23/10/2007, l'exploitant est autorisé à stocker 200 m<sup>3</sup> d'alcools de bouche de titre alcoométrique volumique supérieur à 40 %. Ces produits, étant aujourd'hui classés sous la rubrique 4755-2b et non plus 2255, sont considérés comme substances dangereuses. **L' tat des stocks de ces alcools doit donc être réalisé quotidiennement.**

Type de suites proposées : Demande d'action corrective

